

Comment améliorer la cohérence entre les politiques agricoles et alimentaires ?

REPENSER LA PLACE DES ALIMENTS ULTRA-TRANSFORMÉS POUR RENFORCER LA VIABILITÉ DES AGRICULTEURS CANADIENS

Le Guide alimentaire canadien de 2019 recommande une transition vers des systèmes alimentaires plus sains, durables et équitables. Il encourage la consommation d'aliments frais et peu transformés et invite à limiter celle des aliments ultra-transformés (AUT), dont les effets sur la nutrition et la santé sont largement documentés dans la littérature. Cependant, les coûts économiques associés aux AUT restent peu connus.

Dans un premier temps, ce projet s'est intéressé aux répercussions des choix alimentaires des ménages canadiens sur les revenus des agriculteurs. Les résultats montrent que les dépenses en aliments frais et peu transformés génèrent de trois à huit fois plus de revenus pour les agriculteurs canadiens que les dépenses en AUT. En valeur absolue, l'écart maximal observé concerne les légumes frais (revenus agricoles de 950,3 M\$ en 2017) et les jus de fruits et légumes (revenus agricoles de 31,8 M\$ en 2017), ce qui représente un rapport d'environ 30 à 1.

Dans un deuxième temps, une analyse qualitative a été menée auprès d'agriculteurs maraîchers, d'experts issus d'organisations agricoles et de décideurs. Ce volet qualitatif a révélé un système agricole qui désavantage les petites et moyennes exploitations et qui soutient insuffisamment la production d'aliments frais, au profit d'un modèle agro-industriel productiviste axé sur la rentabilité.

Malgré ces défis, plusieurs leviers d'action ont été identifiés par les participants, notamment le soutien de programmes gouvernementaux, l'intérêt croissant des consommateurs pour l'achat local, le développement de l'agrotourisme, des initiatives communautaires et des modèles coopératifs prometteurs.

Selon les résultats de ce projet de recherche, l'ultra-transformation représente un enjeu systémique, affectant non seulement la santé publique, mais aussi la viabilité du secteur agricole, entre autres.



EN BREF

Comment mettre en place des politiques publiques cohérentes, adaptées aux réalités territoriales et fondées sur une vision partagée d'une alimentation saine, diversifiée, locale, abordable et durable ?

Voici quelques bonnes pratiques et pistes d'action soulignées dans ce numéro :

- Sortir des approches en silo afin d'encourager la concertation entre les agriculteurs, les milieux de la santé publique et les collectivités locales.
- Reconnaître l'alimentation comme bien commun plutôt que comme simple marchandise.
- Inscrire le droit à l'alimentation dans une loi-cadre.
- Implanter des mécanismes favorisant l'achat institutionnel auprès de producteurs locaux, notamment pour les écoles et les établissements publics.
- Développer des modèles alternatifs et diversifiés ainsi que des stratégies de mutualisation pour améliorer l'accès aux marchés aux petites exploitations.

AUT : notions essentielles

Contrairement à la transformation alimentaire qui apporte des bénéfices (p. ex : conservation des aliments), l'ultra-transformation repose sur des formulations commerciales élaborées à partir d'ingrédients bon marché extraits ou dérivés d'aliments complets, auxquels sont ajoutés des additifs cosmétiques. Ils ne contiennent que peu ou pas d'aliments complets. Partout dans le monde, un régime alimentaire contenant une part importante d'AUT est en train de supplanter les régimes alimentaires établis de longue date et basés sur des aliments frais et peu transformés.

Santé

L'essor mondial des AUT est associé à une faible qualité d'alimentation et à un risque accru de 12 problèmes de santé majeurs, parmi lesquels l'obésité, le diabète de type 2 et l'hypertension.

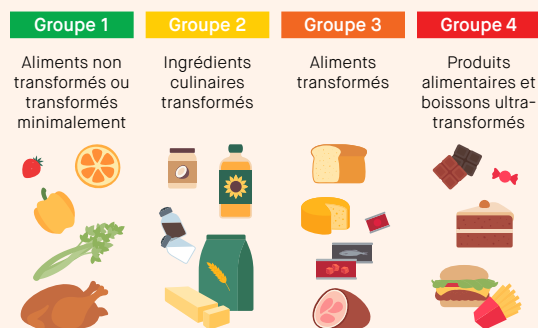
Politiques alimentaires

Les politiques actuelles au Québec et au Canada se limitent à tenter de réduire la consommation d'aliments riches en graisses, en sucre et en sel.

Que faire pour aller plus loin ?

- Ajouter des marqueurs d'AUT à l'information nutritionnelle présentée sur les emballages (p. ex : colorants).
- Mettre en place des politiques régulatrices en matière de fiscalité et d'étiquetage des produits (p. ex : taxe sur les boissons sucrées au Mexique ou étiquetage sur le devant des emballages au Chili).
- Réviser le guide canadien pour y inclure le concept de l'ultra-transformation (p. ex : guide alimentaire brésilien fondé sur la classification NOVA).

La classification NOVA classe les aliments selon le type et le degré de transformation qu'ils ont subie.



Lobby industriel

La part grandissante des AUT dans l'alimentation humaine est due au pouvoir économique et politique croissant de l'industrie. La rentabilité plus élevée de leur production est essentielle pour comprendre l'expansion de cette industrie. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire sont les plus touchés par l'élargissement des marchés par les grandes entreprises mondiales.

COMMENT ASSURER LA TRANSITION VERS DES RÉGIMES ALIMENTAIRES MOINS RICHES EN AUT

- Mettre en place des politiques complémentaires pour favoriser la production, la disponibilité et l'abordabilité des aliments frais et peu transformés, ainsi que leur utilisation dans la préparation de plats et de repas.
- Mener une action à l'échelle mondiale pour promouvoir une alimentation plus saine. Ceci permettrait de réduire l'exposition aux AUT et de ralentir l'augmentation de la consommation d'AUT dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
- Effectuer une transition vers des régimes alimentaires moins riches en AUT de façon équitable dans le cadre de politiques favorisant des systèmes alimentaires durables. **Pour accélérer la prise de mesures, la diminution des AUT doit être considérée comme une priorité en matière de santé mondiale.**



Cohabitation de deux circuits de commercialisation

Cette étude distingue deux groupes d'agriculteurs selon la destination de leurs produits :



■ ceux dont les produits alimentent des chaînes menant à la fabrication d'AUT.



■ ceux dont les produits sont commercialisés sous forme fraîche, minimalement transformée ou transformée sans devenir des AUT, notamment auprès de distributeurs, d'institutions, de coopératives, de marchés publics ou directement à la ferme.

Dans le cadre de cette étude, le terme « vente directe » est utilisé dans un sens élargi pour désigner l'ensemble des circuits de commercialisation dans lesquels l'industrie de l'ultra-transformation alimentaire n'intervient pas comme intermédiaire.

PISTES D'ACTION

Dans le contexte actuel, **les politiques agricoles, alimentaires, sanitaires et environnementales doivent être mieux arrimées** entre les paliers de gouvernement autour d'objectifs communs de santé, durabilité et résilience, avec la participation des agriculteurs, acteurs de sécurité alimentaire et collectivités locales.

La **création d'une cellule de lutte contre la malnutrition québécoise ou canadienne** permettrait de réunir des acteurs de différents secteurs afin de sortir d'un travail en silo et de favoriser l'élaboration de politiques fondées sur une approche systémique. **La constitution d'un ministère de l'Agriculture familiale**, comme au Brésil, permettrait de mieux représenter les agriculteurs et leurs enjeux.

Dépenses en AUT : impacts sur les revenus des agriculteurs canadiens

Le modèle élaboré pour cette étude représente les échanges économiques entre les secteurs d'activité canadiens, notamment ceux qui composent le secteur agricole — production végétale, production en serre, en pépinière et en floriculture et production animale — ainsi que la transformation alimentaire, la distribution, le transport, le stockage et d'autres secteurs (p. ex. : les activités de soutien à la production, à l'extraction et à la distribution énergétique, les infrastructures, etc.). Ce modèle permet de calculer les revenus générés par l'agriculture à partir de n'importe quelle configuration donnée de dépenses alimentaires des consommateurs.

FIGURE 1 Exemple de répartition de dépenses alimentaires des consommateurs sur cinq secteurs agrégés du système alimentaire canadien (dépense de 100 \$ en croustilles de pommes de terre)

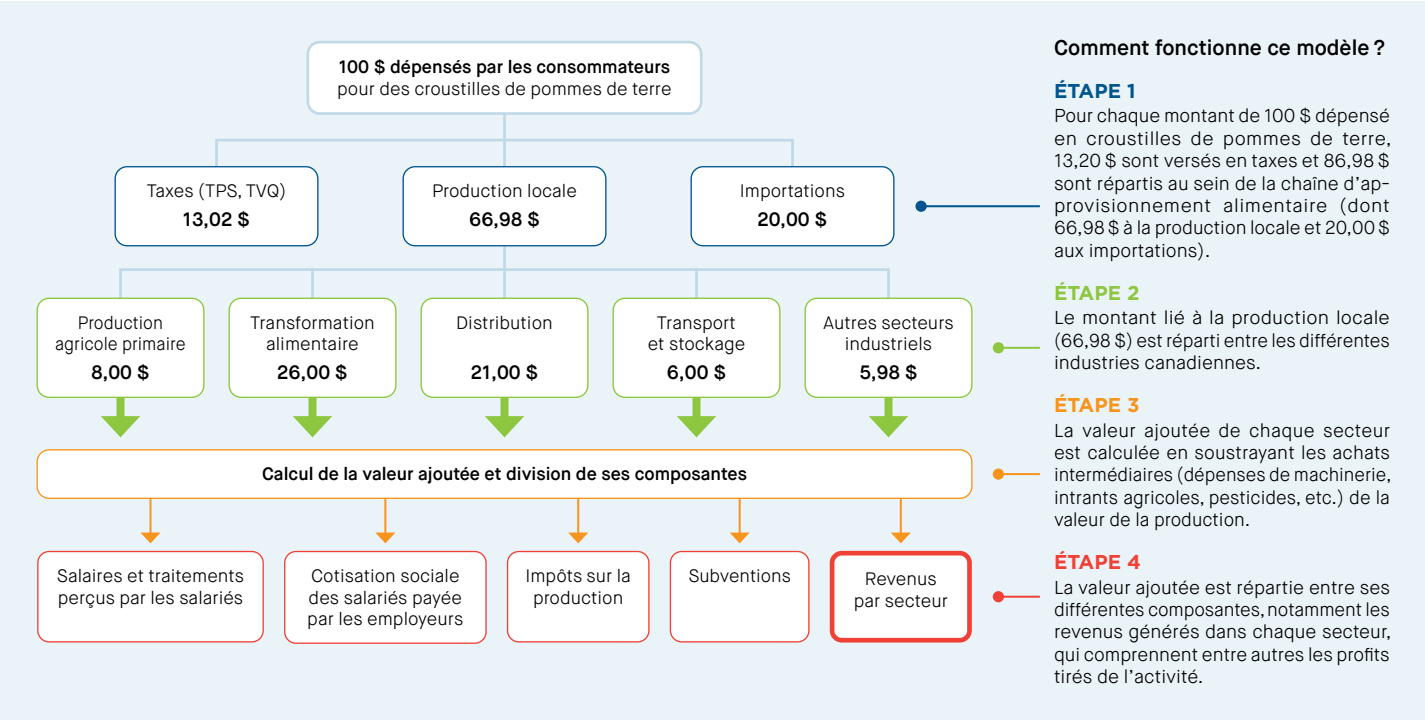
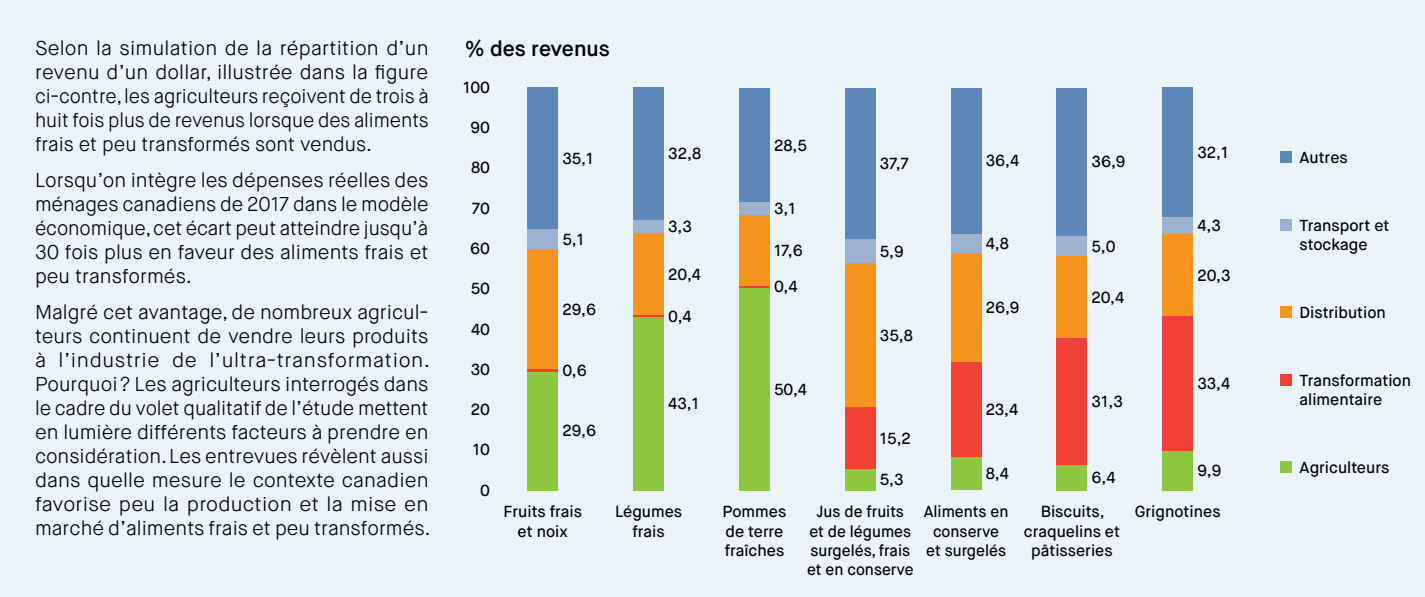


FIGURE 2 Part des revenus (en %) reçue par les agriculteurs et autres secteurs du système alimentaire pour certains aliments d'origine végétale achetés par les consommateurs canadiens en 2017



Principaux résultats du volet qualitatif de l'étude

J'ai l'impression que le point de départ de tout ça, c'est le positionnement de l'alimentation dans la société québécoise ou canadienne ou en tout cas nord-américaine. [...] Ce qu'on encourage beaucoup au Québec, mais sûrement ailleurs [aussi], c'est le développement économique. On n'est pas dans une perspective de prévention, de durabilité, [...] on veut développer, on veut du bâti, on veut de la nouveauté, on veut, c'est ça, des fermes verticales [...] fait que c'est beaucoup ça.

Représentante d'un organisme du secteur agricole, Québec

SOUTIEN DU GOUVERNEMENT



Tous les gouvernements, tous les sondages ont intégré à leur discours les termes à la mode là : « développement durable, commerce de proximité, agriculture biologique ». Mais dans les faits, ils continuent de supporter le modèle dominant. Pis moi, ce qui m'inquiète, c'est que [...] on produit principalement pour l'exportation. [...] Dans le discours des agriculteurs, [...] on dit souvent on nourrit le monde, mais moi, je pense que ça fait depuis très longtemps qu'on nourrit des marchés plutôt que de nourrir du monde. Pis c'est pas la même affaire !

Agriculteur, Québec

ENJEUX ÉCONOMIQUES



Je pense qu'il est important de souligner que tous les secteurs du système alimentaire sont actuellement confrontés à ce problème. Je ne pense pas que ce soit spécifique aux agriculteurs. Et donc reconnaître que le système alimentaire ne fonctionne pas vraiment pour la majorité des personnes, [qu'] il fonctionne spécifiquement pour ces corporations qui peuvent monopoliser et contrôler des parties [de l'économie]. Ça fonctionne pour les cinq propriétaires de Loblaws. Ça ne fonctionne pour personne d'autre.

Agriculteur, Québec

SYSTÈME ALIMENTAIRE CORPORATIF



UNE DIVERSITÉ DE POINTS DE VUE

Les entrevues menées auprès d'agriculteurs, de représentants d'organismes du secteur agricole, et de décideurs politiques ont permis de brosser le portrait du secteur agricole et de ses enjeux, qui sont nombreux et complexes. Si les acteurs s'accordent sur les constats généraux en lien avec les défis actuels et les leviers d'action disponibles, leurs interprétations divergent sur certains points. Plusieurs opportunités ont également été identifiées.

Bah, tu sais, il n'y a rien [de] spécifiquement dédié à ce qui est peu transformé. Je pense que c'est ça peut-être l'idée, c'est qu'il [n'] y a pas encore d'engagement pour dire qu'on veut spécifiquement soutenir ça. C'est plutôt confondu dans... C'est ça, un ensemble de soutien aux entreprises, sans trop d'égard à est-ce que c'est peu ou beaucoup transformé.

Décideuse au niveau provincial, Québec

SUBVENTIONS



Tout est adapté pour les gros producteurs qui ont beaucoup de superficie de terre, beaucoup de tracteurs, beaucoup de machinerie qui valent des millions.

Agriculteur, Québec

POLITIQUES AGRICOLES



Puis, les gouvernements se sont attaché les mains en signant toutes sortes d'accords de libre-échange. [...] À mon avis, le cadre du problème est beaucoup plus là que dans le soutien à la production. C'est parce qu'on a décidé que les pommes, les tomates, puis les courges, c'étaient des marchandises banales, puisqu'il [n'] y avait pas de problème à exposer ces produits-là sur des marchés mondialisés. [...] À la base, je m'oppose à cette idée-là.

Représentant d'un organisme du secteur agricole, Québec

LIBRE MARCHÉ



Je pense que c'est un trait caractéristique de notre culture politique actuellement, que le bien-être commun ou le bien commun, il est tributaire des intérêts corporatifs. Puis on n'est pas capable de sortir de ça. On n'est pas capable de collectivement [...] subordonner les intérêts corporatifs à l'intérêt collectif. C'est plutôt l'inverse qui se passe, qu'on voit toujours.

(traduction libre)

Représentante d'un organisme du secteur agricole, Canada

ENJEUX SYSTÉMIQUES





Des constats partagés par tous les acteurs

Les défis rencontrés par les petits et moyens producteurs sont de nature systémique.

- Le soutien gouvernemental demeure insuffisant et largement orienté vers un modèle agroalimentaire industriel, axé sur la productivité et la rentabilité.
- Tant à l'échelle nationale que provinciale, les priorités agricoles sont essentiellement mesurées par la progression économique plutôt que par une approche intégrant la nutrition, la santé publique, la durabilité environnementale et les besoins des populations.
- Les programmes de subvention et les normes réglementaires sont inadaptées aux petites et moyennes exploitations, générant pour ces dernières des défis (accès limité à la terre, pénurie de main-d'œuvre et de relève, contraintes économiques et financières).
- L'accès au marché demeure restreint pour les petites et moyennes exploitations en raison du monopole et de l'influence des corporations et des grandes chaînes de distribution.

Les politiques publiques sont incohérentes (entre paliers de gouvernement et aussi entre acteurs décisionnels).

- Les orientations politiques agricoles ne sont pas toujours alignées avec les recommandations nutritionnelles et la réalité des agriculteurs sur le terrain.
- Il est documenté que les acteurs ayant des intérêts différents ne définissent pas les problèmes et les solutions de la même manière, ce qui est le cas des politiques agricoles et nutritionnelles, rarement conçues de concert.
- Le contexte économique et social canadien, dominé par des habitudes d'achat orientées vers les grandes chaînes de distribution favorisant des aliments importés à bas prix, freinent l'essor des circuits courts.

Tous ces défis combinés forcent les agriculteurs à se tourner vers l'industrie de la transformation alimentaire comme une solution pragmatique face à un système agro-industriel et économique qui ne soutient pas suffisamment la vente d'aliments frais et locaux.

PISTES D'ACTION

Des stratégies prometteuses visant à renforcer l'autonomie des agriculteurs existent et pourraient servir d'inspiration si elles intègrent une perspective nutritionnelle, notamment :

- **L'agrotourisme**, pour diversifier les revenus des agriculteurs et sensibiliser la population.
- **Les systèmes alimentaires alternatifs** à favoriser par les circuits courts, la vente directe et l'agriculture de proximité.
- **La mutualisation des ressources**, en particulier pour la transformation à la ferme et la distribution.
- **La Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois (SNAAQ)**, qui a pour but de favoriser l'approvisionnement local des institutions publiques.
- **L'étude de mécanismes de la gestion de l'offre** adaptés à certains fruits et légumes de base produits au Canada.
- **La promotion d'une convention internationale** sur la diversité et la durabilité agricoles et alimentaires, conciliant les objectifs commerciaux, sanitaires, sociaux et environnementaux.
- **La mise en place de cibles progressives d'approvisionnement local** pour les grandes chaînes de distribution au-delà des engagements volontaires.

Reconnaitre la position centrale des agriculteurs dans le système alimentaire

Tous les acteurs s'entendent autour de recommandations structurelles axées sur un changement de paradigme qui reconnait la position centrale des agriculteurs dans le système alimentaire en tant qu'acteurs clés de la santé publique, de la durabilité environnementale et de la résilience territoriale.

Cette reconnaissance doit s'accompagner d'une meilleure prise en compte des besoins de la population, en matière d'accès à des aliments locaux, sains et abordables. **Dans cette perspective, il est essentiel que les politiques agricoles intègrent les objectifs de santé publique et de durabilité environnementale, au-delà des seuls impératifs de rentabilité économique.** Elles doivent aussi fournir aux producteurs les moyens techniques et financiers nécessaires pour adapter leurs pratiques, tout en reconnaissant la valeur des services écologiques qu'ils rendent à la société.

Pour mettre en place des politiques publiques plus cohérentes, il faut sortir du cadre décisionnel en silo et rassembler toutes les parties prenantes (agriculteurs, acteurs de la santé publique, collectivités locales) autour d'un objectif commun : bâtir des stratégies adaptées à chaque territoire en s'inspirant d'instances de concertation telles que le Conseil du système alimentaire montréalais (CSAM) décrite à la page suivante.



Les bonnes pratiques d'ici et d'ailleurs

QUÉBEC

En soutenant la transition climatique des entreprises agricoles, le gouvernement du Québec vise à **renforcer la résilience des exploitations face aux aléas climatiques, tout en favorisant une production durable et compétitive**. Ceci représente une réelle occasion d'encourager une production d'aliments sains et durables en phase avec les recommandations du guide alimentaire canadien.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Depuis plusieurs années, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador finance les programmes de petit-déjeuner, de dîner et de collation au moyen de subventions accordées à divers organismes. En 2024, c'est la première province à conclure un accord dans le cadre du nouveau **Programme national d'alimentation scolaire 2024-2027** fédéral. En vertu de ce programme, les enfants et les jeunes des familles participantes ont accès à des repas et des collations, souvent gratuitement ou à faible coût.

MONTRÉAL

Créé en 2018, le **Conseil du système alimentaire montréalais (CSAM)** est le premier conseil de politiques alimentaires d'une ville francophone au monde. Il accompagne l'agglomération de Montréal dans le développement de politiques et de programmes favorisant l'accès à une saine alimentation. Ayant pour vision une alimentation saine, diversifiée, de proximité, abordable et durable, le CSAM est soutenu par Montréal — Métropole en santé, la Table intersectorielle régionale pour les saines habitudes de vie.

FRANCE

Le **réseau des cantines scolaires** établi par le gouvernement français répond à une double exigence : maintenir la qualité nutritionnelle des repas et mieux informer les parents, notamment sur les questions liées à la sécurité alimentaire. Selon le principe que l'alimentation d'un enfant doit lui apporter des aliments de bonne qualité pour répondre à ses besoins de croissance, la composition des repas doit être équilibrée, variée et fractionnée en rations. Depuis 2022, les repas servis en restauration collective doivent comprendre 50 % de produits alimentaires durables de qualité, dont au moins 20 % de produits issus de l'agriculture biologique.

BRÉSIL

La création en 1999 du **ministère du Développement agricole et de l'Agriculture familiale**, en complément du ministère de l'Agriculture, a permis d'apporter du soutien aux petites et moyennes exploitations. Le Programme d'acquisition d'aliments et le Programme national d'alimentation scolaire, qui s'inscrivent dans la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle *Fome Zero* (ou Faim Zéro) du Brésil, ont également contribué à favoriser la collaboration intersectorielle au sein du système alimentaire, à améliorer l'accès à des aliments sains et à renforcer la durabilité de l'agriculture familiale et de l'achat local par les institutions publiques.

PROMOUVOIR ET SOUTENIR UNE ALIMENTATION Saine ET DURABLE

L'importance de créer des instances majeures

La création d'un ministère de l'Agriculture durable inspiré du modèle brésilien pourrait apporter des solutions au manque de valorisation des petits et moyens producteurs québécois et placer l'accès à des aliments locaux, sains et abordables au cœur des politiques agricoles.

En effet, les participants de l'étude ont souligné le manque de représentativité des petits et moyens producteurs au sein de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Certains ont relevé notamment le double discours de la part de cette centrale syndicale : elle affirme défendre les intérêts des circuits courts et de l'agriculture de proximité, mais les positions adoptées sont perçues comme conservatrices, privilégiant les intérêts d'un modèle agricole industriel.

Un ministère de l'Agriculture durable pourrait mettre sur pied des programmes adaptés aux besoins des petits et moyens producteurs, intégrant les principes de sécurité alimentaire, d'agriculture de proximité et d'achat local.

Pour plus de détails sur les pratiques décrites en page 6 et les recherches en page 7, consulter les ressources en ligne : cresp.ca/fr/lumiere-sur



Aperçu de recherches ouvrant la discussion

Les problématiques liées à la saine alimentation occupent des équipes de recherche partout dans le monde. À titre d'exemple, à l'Université de Montréal, un projet de recherche est en cours concernant la santé et la sécurité au travail des producteurs agricoles en contexte de changements climatiques. Une autre étude porte sur l'insécurité alimentaire chez les travailleurs migrants temporaires.

La discussion est d'actualité, comme l'illustre la diversité des sujets traités.

■ Cohérence entre politiques commerciales et nutritionnelles : analyse conceptuelle et étude de cas sur l'Australie

Pourquoi la nutrition occupait-elle une place peu importante dans la politique commerciale australienne ?

Les raisons sont multiples, en particulier :

- La nutrition n'était pas une priorité politique nationale.
- Un paradigme politique productiviste dans les secteurs de l'alimentation et du commerce privilégiait la croissance du marché, les opportunités d'exportation et la déréglementation au détriment de la nutrition et d'autres objectifs sociaux.

Selon le chercheur, il est essentiel de surmonter ces défis pour renforcer la cohérence entre les politiques commerciales et nutritionnelles.

■ Conséquences socio-économiques de l'approvisionnement direct auprès des exploitations agricoles familiales dans le cadre du programme brésilien d'alimentation scolaire

Le Programme brésilien d'alimentation scolaire (PNAE) a été mis en place pour améliorer la nutrition des élèves et soutenir les économies locales en imposant qu'au moins 30 % des achats alimentaires proviennent d'agriculteurs familiaux, qui ont généralement recours à des pratiques plus durables.

Cette étude révèle que cette politique a entraîné une augmentation nette de 5 millions USD du PIB et la création d'environ 24 000 nouveaux emplois, profitant principalement aux agriculteurs familiaux. Ceux-ci ont vu leurs revenus augmenter de 12 millions USD. Le programme peut ainsi favoriser un développement économique équitable et des systèmes alimentaires durables.

■ Mise en lumière du rôle des relations sociales dans la résolution des défis liés aux systèmes alimentaires locaux : une étude de cas sur les agriculteurs du Québec

Les consommateurs sont souvent encouragés à soutenir les agriculteurs locaux. Cependant, cela ne relève pas seulement de leur volonté, mais aussi de la présence dans l'entourage des agriculteurs de réseaux de soutien social leur permettant de relever les divers défis liés à la production et à la distribution alimentaires.

Selon les résultats de cette étude, la volonté politique de promouvoir les systèmes alimentaires locaux ne s'accompagne pas toujours des ressources nécessaires pour accompagner les agriculteurs. Soutenir les organismes qui sont sur le terrain revient à aider les agriculteurs à renforcer leurs capacités de production et de distribution alimentaires.

PISTES D'ACTION

Améliorer la compréhension de la population à l'égard du travail agricole et de ses défis est un levier essentiel d'action. En multipliant les occasions d'apprentissage et de dialogue, il devient possible de **susciter une prise de conscience collective, puis une mobilisation citoyenne en faveur d'une agriculture reconnue à sa juste valeur et de politiques alignées sur les principes d'une saine alimentation.**

Afin de renforcer le lien entre consommateurs et agriculteurs, il est essentiel de mieux faire reconnaître les différents rôles que joue l'agriculture au sein de la société. L'intégration de notions d'agriculture et d'alimentation saine au programme scolaire, combinée à la sensibilisation du public et à des incitatifs fiscaux favorisant les aliments locaux et biologiques, encouragerait la transition vers des habitudes durables.



À PROPOS DES ÉTUDES

OBJECTIFS

- Évaluer comment les dépenses des ménages canadiens en aliments frais ou peu transformés et en aliments ultra-transformés influent sur la répartition des revenus entre les différents acteurs du système alimentaire canadien.
- Comprendre les obstacles et les leviers qui influent sur la production et la mise en marché d'aliments frais et peu transformés ainsi que le rôle des politiques publiques dans le soutien aux agriculteurs.

MÉTHODE

- Une première étude a utilisé un modèle économique « entrées/sorties » et les données de Statistique Canada pour estimer la répartition des dépenses alimentaires dans le système alimentaire canadien en 2017, à partir de 11 catégories d'aliments classées selon leur niveau de transformation et les recommandations du Guide alimentaire canadien de 2019.
- Une seconde étude, qualitative, a été menée au Québec et en Ontario auprès de 20 agriculteurs, 14 représentants d'organismes du secteur agricole et 2 décideurs politiques à l'aide d'entrevues semi-dirigées analysées selon une approche inductive-déductive.

Certificat d'éthique du Comité d'éthique de la recherche en santé de l'Université de Montréal (17-130 — CERES-D).

Financement : Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada.

Pour en savoir plus

- Rapports de recherche
- Publications scientifiques du projet
- Fondation des maladies du cœur et de l'AVC du Canada
- Recherches sur la saine alimentation et les systèmes alimentaires
- Bonnes pratiques



Veuillez
consulter la
page web de
Lumière sur

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Sabrina Rimouche, diplômée du doctorat en nutrition, Département de nutrition de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, Centre de recherche en santé publique (CRéSP)

André Lemelin, professeur associé (retraité), Institut national de la recherche scientifique (INRS)

Jean-Claude Moubarac, professeur agrégé, Université de Montréal, Faculté de médecine, Département de nutrition, chercheur, GRIAUT, CRéSP

PARTENAIRES

GRIAUT



RELECTURE

Judith Colombo, directrice générale, Collectif récolte

Gaspar Lépine, producteur maraîcher

Frédéric Paré, conseiller en développement agroalimentaire, MRC de Roussillon

DIRECTION SCIENTIFIQUE

Sabrina Rimouche, André Lemelin et Jean-Claude Moubarac.

COORDINATION DE LA PRODUCTION

Patricia Dias da Silva, courtière de connaissances, Centre de recherche en santé publique (CRéSP), Santé Québec Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal - Universitaire et Université de Montréal

RÉVISION LINGUISTIQUE

Hélène Morin

RÉDACTION ET GRAPHISME

Samarkand, creation-samarkand.com

Une publication du Centre de recherche en santé publique (CRéSP) tirée de la thèse de Sabrina Rimouche, *Les coûts négligés des produits ultra-transformés : impacts économiques, environnementaux et implications pour le système alimentaire canadien*. Issu d'un partenariat entre Santé Québec Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal - Universitaire et l'Université de Montréal, le CRéSP est financé par le Fonds de recherche du Québec.

Dépôt légal :

ISSN 2817-6812 (imprimé) — ISSN 2817-6820 (en ligne)

Les reproductions de ce texte, en tout ou en partie, sont autorisées à condition d'en mentionner la source.

Pour citer ce document :

Sabrina Rimouche. Comment améliorer la cohérence entre les politiques agricoles et alimentaires ? *Lumière sur la recherche au CRéSP*, n° 12 ; septembre 2026.

